



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 21/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC (ex CNIM THIVERVAL GRIGNON)

Le Pont Cailloux
78850 Thiverval-Grignon

Code AIOT : 0006503523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement PAPREC (ex CNIM THIVERVAL GRIGNON) implanté ZA du Pont Cailloux 78850 Thiverval-Grignon. L'inspection a été annoncée le 07/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC (ex CNIM THIVERVAL GRIGNON)
- ZA du Pont Cailloux 78850 Thiverval-Grignon
- Code AIOT : 0006503523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC ENERGIE RESEAU exploite des installations de traitement thermique de déchets non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	VLE dans l'air des installations d'incinération de déchets	Décision d'exécution du 12/11/2019, article MTD 4 et NEA-MTD associés	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5 I.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4. I.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 10, Titre I	/	Sans objet
5	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 3, Titre II	/	Sans objet
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 5.3, Titre III, Chapitre 1	/	Sans objet
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le maintien du sérieux de l'exploitant dans le suivi de ses installations et dans les actions mises en place afin de répondre aux différentes non-conformités qui ont pu être relevées lors de la visite d'inspection du 29 avril 2024.

L'équipe d'inspection a cependant constaté des dépassements ponctuels de VLE journalières pour certains paramètres (par ex : SO₂, CO, NO_x), faisant l'objet d'une non-conformité, dont les éléments sont repris à la fiche 7 du présent rapport. L'exploitant a fourni des explications à ces dépassements ponctuels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5 I.
Thème(s) : Risques accidentels, Personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 29/05/2024
Prescription contrôlée : <p>I. - [...] Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction. [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son logiciel de formation interne « PAPREC académie » dans lequel des modules de formation, dont ceux portant sur la thématique ESP, en ligne sont disponibles et accessibles pour le personnel du groupe PAPREC. L'exploitant est en mesure de suivre l'avancée de ses salariés bénéficiant de cette formation.</p> <p>De plus, l'exploitant précise que deux cours de deux jours sont assurés par la société ayant mis en fonctionnement les ESP présents sur le site de l'exploitant. Il s'agit d'un premier cours dont la thématique est « la combustion de fumée spécifique aux chaudières » et un second cours lié à la prise en compte des vapeurs de chaudières et conduite des ESP.</p> <p>L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'il faut qu'un salarié ait suivi les deux cours pour avoir une habilitation qui est à ce stade délivrée en interne par le directeur du site. L'exploitant précise que des échanges sont en cours avec Bureau Veritas afin qu'une certification reconnue soit délivrée à l'avenir.</p> <p>Des tests de connaissance sont assurés à ce jour par l'exploitant à l'issue des formations afin d'identifier la nécessité ou non d'imposer à un salarié, en fonction de ses résultats, de suivre une nouvelle fois les cours.</p> <p>En ce qui concerne le renouvellement des formations, l'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'à l'échelle du groupe PAPREC il a été décidé de fixer cette obligation tous les 5 ans et qu'à ce stade une réflexion est en cours en ce qui concerne la périodicité des tests de connaissance à l'issue.</p> <p>L'équipe d'inspection constate à la lecture du tableau de « suivi de formation UVE » que 18 personnes sont à ce jour habilitées ESP soit 6 équipes de 3 personnes.</p> <p>L'équipe d'inspection estime que les actions mises en place par l'exploitant permettent de lever la « Non-conformité n°20240429-NC-2 »</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation - générateur de vapeur CNIM n° 5151.11.00/01
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 29/08/2024
Prescription contrôlée : <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none">- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour tous les équipements :- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le test de sécurité effectué sur les deux chaudières présentes sur son site. Ils ont été réalisés le 28 juin 2024 pour la chaudière n°3 et le 17 août 2024 pour la chaudière n°4 et se base sur le niveau d'eau présent dans le ballon de chacune des chaudières.</p> <p>L'équipe d'inspection constate à la lecture des graphiques associés aux tests effectués que dès lors que le niveau d'eau du ballon atteint une valeur de -200 mm par rapport au niveau 0, le tirage ainsi que le ventilateur de combustion s'arrête traduisant une mise en sécurité automatique des</p>

installations dès l'atteinte de la valeur critique de - 200 mm d'eau.
L'exploitant précise que désormais l'ensemble des sécurités sont bien testées et font l'objet d'un traçage.
L'équipe d'inspection estime que la « Non-conformité n° 20231110-NC-4 » a été suivie d'effet .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Respect de la notice d'instructions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 29/08/2024
Prescription contrôlée : <p>I. - [...] Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées. [...]</p>
Constats : <p>L'équipe d'inspection constate que l'équipement de fabrication X. PAUCHARD n° W9680 a bien été relié à la terre comme le demande la notice d'instructions du fabricant.</p> <p>L'exploitant précise avoir procédé à l'inventaire des équipements présents sur son site devant être reliés à la terre et il certifie à l'équipe d'inspection que l'ensemble de ces équipements est désormais bel et bien relié à la terre.</p> <p>L'équipe d'inspection estime que la « Non-conformité n° 20240429-NC-5 » a été suivie d'effet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 10, Titre I
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : <p>A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 10.2 du présent arrêté a été calculé.</p>

Type de déchets	Quantité maximale sur site
Ordures Ménagères Résiduelles	5 700 tonnes
REFIOM	140 tonnes
Mâchefers	400 tonnes
Boues de stations d'épuration	100 tonnes

Constats :

L'exploitant informe l'équipe d'inspection que le suivi des tonnages présents en ce qui concerne les REFIOM et les OMR se fait par l'intermédiaire d'un fichier excel présenté à l'équipe d'inspection. Cette dernière constate que l'exploitant a identifié un seuil de « danger » défini à 2 900 tonnes pour les OMR regroupant le tonnage présent dans les deux fosses. L'exploitant précise qu'au-delà d'une valeur de 4 000 tonnes, il considère que la gestion des fosses commence à être problématique et qu'à partir de cette valeur une gestion des approvisionnements plus fine est mise en place lui permettant de s'assurer que les valeurs autorisées en quantités d'OMR ne sont jamais dépassées.

En ce qui concerne les REFIOM (Résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères) l'exploitant possède un silo pouvant stocker un maximum de 100 tonnes de résidus ainsi qu'une quinzaine de big bags stockés sur dalle béton. L'exploitant informe l'équipe d'inspection que 5 collectes par semaine sont assurées permettant l'enlèvement d'environ 20 à 25 tonnes de REFIOM par collecte.

L'équipe d'inspection ne constate pas de dépassement apparent des quantités autorisées à être présentes sur le site en matière de REFIOM.

L'équipe d'inspection constate que le suivi du stockage des mâchefers est effectué par l'intermédiaire d'une zone délimitée par l'exploitant (tracé au mur et au sol) lui permettant de s'assurer que la valeur de 400 tonnes autorisées n'est pas dépassée. L'équipe d'inspection constate, le jour de la visite d'inspection, que les quantités de mâchefers présentes respectent la surface de stockage dédiée.

Enfin, l'exploitant informe l'équipe d'inspection ne plus avoir de stockage de boues de stations d'épuration à ce jour car aucun approvisionnement n'est effectué.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 3, Titre II

Thème(s) : Autre, Réserve de produits

Prescription contrôlée :

<p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, réactifs pour le traitement des fumées,...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'en matière de traitement des fumées et de produit de neutralisation il dispose de produits tels que de l'urée, charbon actif, acide et soude ainsi que de la chaux. Ces éléments sont stockés en quantité suffisante permettant à l'exploitant de faire fonctionner ses installations, en fonctionnement normal, sur une période d'un mois.</p> <p>L'équipe d'inspection constate que le stockage en charbon actif et en chaux est exclusivement effectué en silo. Les produits tels que la soude ou l'acide sont quant à eux stockés d'une part en silo d'un volume de 5 m³ unitaires et d'autre part en IBC disposés sur des rétentions adaptées. L'exploitant précise qu'il faut compter environ 3 m³ de ces produits pour faire fonctionner les deux lignes d'incinération sur une période de 3 semaines.</p> <p>Enfin, concernant l'urée, son stockage est effectué dans un silo dédié mais également par l'intermédiaire de sacs d'urée stockés sur dalle béton afin de prévenir des difficultés d'approvisionnement sur ce réactif.</p> <p>L'exploitant précise à l'équipe d'inspection qu'en ce qui concerne le stockage en silo, le suivi des tonnages présents sur site est possible car l'ensemble des silos est muni d'un système de peser ou d'un système de capteurs de niveaux. Ces tonnages sont contrôlés par l'exploitant par l'intermédiaire d'un fichier excel suivi régulièrement, lui permettant ainsi d'anticiper les demandes de ré-approvisionnement en réactifs ou produits de neutralisation.</p> <p>Remarque : L'équipe d'inspection constate bien la présence de produits absorbants sur site dans des quantités jugées suffisantes en cas de déversement d'huile ou d'hydrocarbures par exemple. Cependant, ces produits sont stockés exclusivement à un seul emplacement du site et ne sont pas judicieusement répartis. L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de procéder à une répartition judicieuse de ces produits afin, qu'en cas de déversement de produits au sol, une intervention rapide puisse être déployée, limitant ainsi les risques de pollution.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 5.3, Titre III, Chapitre 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance - Rejet d'eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de rejet d'eaux pluviales dans le rû Maldroit, une analyse des paramètres visés à l'article 5.2 précédent est réalisée à une fréquence semestrielle sur un échantillon proportionnel au débit. Les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement et les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe est transmis à l'inspection des installations classées, sous une forme synthétique tous les trimestres.</p> <p>Ce document est accompagné de commentaires expliquant les éventuels dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'en éviter le renouvellement.</p>

Paramètres	Concentration maximale
MES	30 mg/l
DCO	50 mg/l
DBO5	30 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Dioxines et furannes	0,3 ng/l

Tableau de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2022

Constats :

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le rapport d'analyse (Ref SOC2412-1203) réalisé par la société SOCOR ANALYSE ENVIRONNEMENT en date du 15 mai 2025.

L'équipe d'inspection constate un dépassement de VLE concernant la Demande Chimique en Oxygène et demande à l'exploitant si un rejet d'eau pluviale a été effectué au cours du mois de mai à la suite des prélèvements d'eau effectués le 15 mai. L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le suivi en temps réel des paramètres d'eau pluviale mesurés en continu. Ce suivi est centralisé au niveau du poste de contrôle du site et permet à l'exploitant de tracer l'ensemble des éléments en lien avec le suivi des eaux pluviales (VLE, actions de rejets d'eau dans le Rû Maldroit, etc).

L'équipe d'inspection constate qu'aucun rejet d'eau pluvial n'a été effectué au mois de mai. Le premier rejet suivant la date de prélèvement a été fait le 12 juin 2025. Ce jour, l'équipe d'inspection constate que la VLE de la DCO était respectée. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que dès lors que la VLE DCO atteint 40 mg/l une alerte sonore et visuelle est transmise au poste de contrôle et que dès l'atteinte de la VLE à savoir 50 mg/l, la vanne du bassin permettant le rejet des eaux dans le Rû se ferme automatiquement.

Le jour de la visite d'inspection, la valeur en DCO était mesurée à 4,8 mg/l.

L'exploitant informe l'équipe d'inspection que ses dispositifs de mesure en continu de certains des paramètres (MES, Ph, T°C, COT) visés à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2022 sont contrôlés annuellement par la société Endress+Hauser.

Remarque : L'équipe d'inspection constate que la mesure du paramètre DCO n'est pas certifiés par la société Endress+Hauser et demande à l'exploitant de se rapprocher de ladite société afin d'identifier la faisabilité de certifier également ce paramètre pour les prochains contrôles annuel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VLE dans l'air des installations d'incinération de déchets

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 12/11/2019, article MTD 4 et NEA-MTD associés

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions canalisées dans l'air

Prescription contrôlée :

La MTD consiste à surveiller les émissions canalisées dans l'air au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

Substance/ Paramètre	Procédé	Norme(s) ⁽¹⁾	Fréquence minimale de surveillance ⁽²⁾	Surveillance associée à
NO _x	Incinération des déchets	Normes EN génériques	En continu	MTD 29
NH ₃	Incinération des déchets avec recours à la SNCR ou à la SCR	Normes EN génériques	En continu	MTD 29
N ₂ O	— Incinération des dé- chets dans un four à lit fluidisé — Incinération des dé- chets en cas de re- cours à la SNCR par injection d'urée	EN 21258 ⁽³⁾	Une fois par an	MTD 29
CO	Incinération des déchets	Normes EN génériques	En continu	MTD 29
SO ₂	Incinération des déchets	Normes EN génériques	En continu	MTD 27
HCl	Incinération des déchets	Normes EN génériques	En continu	MTD 27
HF	Incinération des déchets	Normes EN génériques	En continu ⁽⁴⁾	MTD 27
Poussières	Traitement des mâchefers	EN 13284-1	Une fois par an	MTD 26
	Incinération des déchets	Normes EN génériques et EN 13284-2	En continu	MTD 25
Métaux et mé- talloïdes, à l'ex- ception du mer- cure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Ti, V)	Incinération des déchets	EN 14385	Une fois tous les six mois	MTD 25
Hg	Incinération des déchets	Normes EN génériques et EN 14884	En continu ⁽⁵⁾	MTD 31
COVt	Incinération des déchets	Normes EN génériques	En continu	MTD 30
PBDD/PBDF	Incinération des dé- chets ⁽⁶⁾	Pas de norme EN	Une fois tous les six mois	MTD 30

Substance/ Paramètre	Procédé	Norme(s) ⁽¹⁾	Fréquence minimale de surveillance ⁽²⁾	Surveillance associée à
PCDD/PCDF	Incinération des déchets	EN 1948-1, EN 1948- 2, EN 1948-3	Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme	MTD 30
		Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme, EN 1948-2, EN 1948- 3	Une fois par mois pour l'échantillon- nage à long terme ⁽⁷⁾	MTD 30
PCB de type dio- xines	Incinération des déchets	EN 1948-1, EN 1948- 2, EN 1948-4	Une fois tous les six mois pour l'échantil- lonnage à court terme ⁽⁸⁾	MTD 30
		Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme, EN 1948-2, EN 1948- 4	Une fois par mois pour l'échantillon- nage à long terme ⁽⁷⁾ ⁽⁸⁾	MTD 30
Benzo[a]pyrène	Incinération des déchets	Pas de norme EN	Une fois par an	MTD 30

⁽¹⁾ Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 13267-1, EN 13267-2, EN 13267-3 et EN 14181. Les normes EN pour les mesures périodiques sont indiquées dans le tableau ou dans les notes de bas de page.

⁽²⁾ En ce qui concerne la surveillance périodique, la fréquence de surveillance ne s'applique pas si l'unité n'est exploitée qu'à la seule fin de réaliser une mesure des émissions.

⁽³⁾ Si N₂O fait l'objet de mesures en continu, les normes EN génériques pour les mesures en continu s'appliquent.

⁽⁴⁾ La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable. Il n'existe pas de norme EN applicable à la mesure périodique de HF.

⁽⁵⁾ Pour les déchets des unités d'incinération à teneur en mercure faible et stable avérée (par exemple, les monoflux de déchets de composition contrôlée), la surveillance continue des émissions peut être remplacée par un échantillonnage à long terme [il n'y a pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme de Hg] ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.

⁽⁶⁾ La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant la MTD 31 d. avec injection de brome en continu.

⁽⁷⁾ La surveillance ne s'applique pas s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables.

⁽⁸⁾ La surveillance ne s'applique pas s'il est démontré que les émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS-TEQ/Nm³.

MTD 25 :

(en mg/Nm³)

Paramètre	NEA-MTD	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	< 2-5 ⁽¹⁾	Moyenne journalière
Cd+Tl	0,005-0,02	Moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,01-0,3	Moyenne sur la période d'échantillonnage

⁽¹⁾ Dans le cas des unités existantes spécialisées dans l'incinération de déchets dangereux pour lesquelles un filtre à manches n'est pas applicable, la valeur haute de la fourchette de NEA-MTD est 7 mg/Nm³.

MTD 27 :

(en mg/Nm³)

Paramètre	NEA-MTD		Période d'établissement de la moyenne
	Unité nouvelle	Unité existante	
HCl	< 2-6 ⁽¹⁾	< 2-8 ⁽¹⁾	Moyenne journalière
HF	< 1	< 1	Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
SO ₂	5-30	5-40	Moyenne journalière

⁽¹⁾ Les valeurs basses de la fourchette de NEA-MTD peuvent être obtenues en cas d'utilisation d'un laveur. Les valeurs hautes de la fourchette peuvent être associées au recours à l'injection d'absorbant sec.

*

MTD 29 :

(en mg/Nm³)

Paramètre	NEA-MTD		Période d'établissement de la moyenne
	Unité nouvelle	Unité existante	
NO _x	50-120 ⁽¹⁾	50-150 ⁽¹⁾ ⁽²⁾	Moyenne journalière
CO	10-50	10-50	
NH ₃	2-10 ⁽¹⁾	2-10 ⁽¹⁾ ⁽³⁾	

⁽¹⁾ Les valeurs basses de la fourchette de NEA-MTD peuvent être obtenues en cas de recours à la SCR. Les valeurs basses de la fourchette de NEA-MTD peuvent ne pas être atteignables en cas d'incinération de déchets à forte teneur en azote (par exemple, les résidus de la production de composés organiques azotés).

⁽²⁾ La valeur haute de la fourchette de NEA-MTD est de 180 mg/Nm³ lorsque la SCR n'est pas applicable.

⁽³⁾ Dans le cas des unités existantes appliquant la SNCR sans techniques de réduction des émissions par voie humide, la valeur haute de la fourchette de NEA-MTD est 15 mg/Nm³.

MTD 30 :

Paramètre	Unité	NEA-MTD		Période d'établissement de la moyenne
		Unité nouvelle	Unité existante	
COVT	mg/Nm³	< 3-10	< 3-10	Moyenne journalière
PCDD/PCDF ⁽¹⁾	ng I-TEQ/Nm³	< 0,01-0,04	< 0,01-0,06	Moyenne sur la période d'échantillonnage
		< 0,01-0,06	< 0,01-0,08	Période d'échantillonnage à long terme ⁽²⁾
PCDD/PCDF + PCB de type dioxines ⁽¹⁾	ng WHO-TEQ/Nm³	< 0,01-0,06	< 0,01-0,08	Moyenne sur la période d'échantillonnage
		< 0,01-0,08	< 0,01-0,1	Période d'échantillonnage à long terme ⁽²⁾

⁽¹⁾ Le NEA-MTD applicable est soit celui pour les PCDD/PCDF, soit celui pour les PCDD/PCDF + PCB de type dioxines.

⁽²⁾ Le NEA-MTD ne s'applique pas s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables.

MTD 31 :

(en $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$)

Para- mètre	NEA-MTD ⁽ⁱ⁾		Période d'établissement de la moyenne
	Unité nouvelle	Unité existante	
Hg	< 5–20 ^(j)	< 5–20 ^(j)	Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillon- nage
	1–10	1–10	Période d'échantillonnage à long terme

⁽ⁱ⁾ Le NEA-MTD applicable est soit celui pour la moyenne journalière ou la moyenne sur la période d'échantillonnage, soit celui pour la période d'échantillonnage à long terme. Le NEA-MTD pour l'échantillonnage à long terme peut être applicable dans le cas des unités qui incinèrent des déchets à teneur en mercure faible et stable avérée (par exemple, les monoflux de déchets de composition contrôlée).

^(j) Les valeurs basses des fourchettes de NEA-MTD peuvent être obtenues dans les conditions suivantes:

- incinération de déchets à teneur en mercure faible et stable avérée (par exemple, monoflux de déchets de composition contrôlée), ou
- utilisation de techniques spécifiques pour éviter ou réduire les pics d'émission de mercure lors de l'incinération de déchets non dangereux. Les valeurs hautes des fourchettes de NEA-MTD peuvent être associées au recours à l'injection d'adsorbant sec.

Constats :

L'équipe d'inspection procède au contrôle des résultats de l'autosurveillance assurée par l'exploitant pour les 5 premiers mois de l'année 2025 et constate dans un premier temps que l'exploitant a bien procédé à la mise à jour des Valeurs Limites d'Émission (VLE) afin de respecter les nouvelles obligations imposées par le BREF WI (incinération de déchets).

- En janvier 2025 des dépassements en SO₂ le 13 janvier (247,41 mg/Nm³) et le 19- (235,12 mg/Nm³) en VLE 30 min sont observés. La cause de ces dépassements est identifiée par l'exploitant ; Il s'agirait d'un apport trop important de plâtre dans la ligne d'incinération n°4 ;
- En mars des dépassements en CO (169,43 mg/Nm³) le 21 mars pour la ligne 4 qui a duré dans un premier temps seulement 10 min puis dans un second temps 40 min pour un pic mesuré sur cette période à 348 mg/Nm³. L'exploitant explique que ces dépassements sont en lien avec une phase d'arrêt suite à un défaut sur une des pompes de la centrale hydraulique de la chaudière n°4 ;
- Le 5 avril 2025 un dépassement est mesuré en NO_x pour une période de 30 min sur la ligne 4 d'une valeur 195,9 mg/Nm³. Ce pic est la cause d'un mauvais remplissage de la cuve d'urée. Un pic de mercure a également été observé le 18 avril 2025 entre 5h30 et 7h. L'exploitant explique que malgré l'augmentation de la consigne d'injection de charbon actif et la baisse significative des moyennes glissantes durant le reste de la journée, il n'a pas été possible de ramener la VLE journalière en dessous du seuil réglementaire. La moyenne journalière pour le Hg s'élevait ce jour à 136 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$;
- Le 21 mai 2025 plusieurs pics en CO sont observés sur la ligne 4 suite à des défauts répétitifs sur le variateur de combustion. Malgré plusieurs tentatives de redémarrage, il a été impossible pour l'exploitant de maintenir le fonctionnement de la ligne 4 ce qui a conduit à son arrêt à 17h entraînant une augmentation des pics en CO. De ce fait, une moyenne journalière de 54,23 mg/Nm³ est observée pour un temps de fonctionnement de

11h33.

L'équipe d'inspection constate donc qu'en ce qui concerne le compteur 60 h cumulées par an et par ligne en cas de dépassement d'une VLE 30 min dans l'air est désormais de 57h40 pour la ligne 4 et reste de 60 h sur la ligne 3 car aucun dépassement de VLE n'a été mesuré par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance.

L'équipe d'inspection ne constate pas de dépassements de VLE en ce qui concerne les PCDD/PCDF et PCDD/PCDF + PCB de type dioxines.

Non conformité n°20250701 - NC - 1

Chaque dépassement de VLE journalière constitue une non-conformité. L'exploitant maintiendra sa rigueur de suivi ainsi que sa pratique observée par l'équipe d'inspection d'associer systématiquement à chaque dépassement un commentaire expliquant les causes de leur survenue et les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Une attention particulière est attendue de la part de l'exploitant en ce qui concerne le dépassement journalier observé sur la ligne 4 en mercure le 18 avril 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (clôture d'une hauteur minimale de 2 m).

Un gardiennage est assuré en permanence.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Constats :

L'équipe d'inspection constate la présence d'une signalisation adaptée, suffisamment claire et lisible permettant une bonne compréhension des consignes de circulation au sein de l'établissement. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que les règles de circulation sont indiquées dans le protocole de sécurité transmis aux chauffeurs de la société PAPREC et aux chauffeurs extérieurs venant notamment décharger des déchets dans les fosses d'ordures

ménagères. L'équipe d'inspection constate que la circulation de poids lourds (PL) est possible, sans contrainte majeure, sur l'ensemble des zones de circulation dédiées.

L'équipe d'inspection constate que l'intégralité du site est clôturé par un grillage d'une hauteur de 2 m. L'accès au site se fait en véhicule selon deux entrées possibles à savoir l'entrée parking véhicules pour lequel il faut être muni des accès ou se présenter à l'interphone afin de pouvoir rentrer et l'accès poids lourd. Pour cet accès, l'équipe d'inspection constate que les poids lourds doivent également se présenter afin d'être autorisés à rentrer sur le site. En revanche, il est possible pour un piéton de passer outre la barrière poids lourd. L'exploitant informe l'équipe d'inspection que l'ensemble du site est couvert par une vidéo surveillance dont le report est effectué en permanence en salle de contrôle et que, le site fonctionnant 24h sur 24h, des équipes sont en permanence en mesure de surveiller les accès au site. L'exploitant assure qu'aucune intrusion non désirée n'est survenue sur le site depuis sa mise en fonctionnement.

L'exploitant précise que deux barrières de circulation de PL, délimitant les limites du site de PAPREC de celui de centre de tri de déchets géré par la société SEPUR, restent constamment ouvertes en journée afin de permettre un transfert simplifié des refus de tri issus du centre de tri. Ces barrières sont systématiquement fermées la nuit.

Type de suites proposées : Sans suite